

Numéro 494

Du

22 novembre 2019

au

29 novembre 2019

CNAFAL

19 rue Robert

Schumann

94270

Le Kremlin Bicêtre

09 71 16 59 05

cnafal@cnafal.net

Ce bulletin hebdomadaire ne contient pas les positions du CNAFAL mais des points d'actualité(s) avec des textes pouvant vous être utiles... et il s'agit donc là d'informations brutes non commentées.

Consommation et vie courante

Services publics :

Des structures dites "Maisons France Services" vont s'ouvrir à partir du 1^{er} janvier prochain. Elles seront dédiées à l'accès aux services publics pour les résidents de zones rurales et de quartiers prioritaires de la ville.

➤ La carte des Maisons France Services

Formation professionnelle :



Vous pouvez connaître vos droits sur votre compte personnel formation, par le biais d'une nouvelle application qui vous donne toutes les informations dont vous avez besoin et vous accompagne dans vos recherches.

➤ Dossier de presse – Mon compte formation



Fakes news :

Non les conducteurs de plus de 70 ans ne devront pas apposer un macaron "Senior" sur leur voiture.



➤ Info / Intox

Réforme :

L'INC fait le point sur les modifications majeures nées de la Loi du 18 novembre 2016, dite de modernisation de la justice du XXI^e siècle.

➤ Article sur la Loi

Télécommunications :

La DGCCRF a dressé à SFR une amende de 3,7 millions d'euros, suite à des manquements répétés au respect des délais de paiement entre entreprises.

➤ Article



Emploi :

Le défenseur des droits publie son 12^{ème} baromètre sur la perception des discriminations dans l'emploi.

➤ **Etude**



Logement :



La Cour de cassation a statué sur le cas d'une SCI touchée par une enquête basée sur plusieurs fondements, notamment celui lié en matière d'insalubrité et de logements indignes, sur 17 logements d'immeuble.

➤ **Arrêt du 14 novembre 2019, p. 18-84565**

Numérique :

Depuis 2014, un citoyen européen peut demander la suppression dans les résultats des moteurs de recherche de toute information le concernant. La Cour de justice de l'Union Européenne, par deux arrêts du 24 septembre 2019, a délimité l'étendue géographique de ce droit. Ainsi, un moteur de recherche en cas de requête d'un citoyen, doit procéder au déréférencement des données sur le territoire de l'union européenne. Pour le moment, le déréférencement mondial n'est pas encore une obligation légale.

➤ **Communiqué de presse n°113/19**



Energie :

Publiée au Journal officiel en date du 9 novembre 2019, la loi relative à l'énergie et au climat introduit de nombreuses mesures visant à atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050. Cette loi comprend notamment la suppression des tarifs réglementés de gaz naturel à partir 1er juillet 2023.

➤ **Suppression des tarifs réglementés**



Logement :

Une ordonnance s'inscrit dans le mouvement de réforme du droit du logement. Elle vise à préciser les règles relatives à la copropriété.

➤ **Ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019**

Environnement

L'Ademe vient de publier un guide traitant des questions environnementales, liées à l'arrivée d'un nourrisson au sein de sa famille.

- **Guide "Bienvenue bébé"**



Protection de l'enfance

Aide sociale :

Une proposition de loi vise à demander à l'Etat le remboursement aux départements, des prestations liées à l'aide sociale des personnes en situation irrégulière.

- **Proposition de loi**



Hébergement :

Les enfants qui dorment dans la rue sont de plus en plus nombreux. C'est pour cela que plusieurs associations demandent au gouvernement d'instaurer un droit à l'unité familiale et que les centres d'hébergement puissent accueillir les enfants et leur famille.

- **Droit de l'enfant : « Nous sommes revenus en ce XXIe siècle au temps médiéval des Hôtel-Dieu »**
- **Journée internationale des droits de l'enfant : en France, des milliers d'enfants à la rue ou dans des hébergements précaires !**
- **Journée internationale des droits de l'enfant : en France, des milliers d'enfants à la rue ou dans des hébergements précaires ! (2)**



Signalement :

En cas de suspicion de mauvais traitements sur un enfant, il est possible d'alerter le défenseur des droits.

- **Agir pour la protection des enfants**

Violences conjugales

Homicides :

D'après un rapport de la ministre de la Justice, la plupart des déclarations de violences conjugales ne parviennent pas au parquet. Elle déclare également que 85% des homicides conjugaux sont commis par des hommes.

- **Mission sur les homicides conjugaux**

Grenelle :

Suite au Grenelle sur les violences conjugales, le Conseil de l'Europe pointe du doigt la France, qu'il accuse de laxisme en matière de protection des victimes et de leurs enfants.

- **Greio – Rapport d'évaluation de référence France**

Convention :



Les maires de France s'engagent à lutter contre les violences faites aux femmes, ils vont désigner un élu référent dans chaque commune qui devra délibérer sur un projet visant à éradiquer ce fléau.

- **La lutte contre les violences faites aux femmes, une grande cause du mandat**

2020 - 2026

Santé

Selon le premier ministre, la crise de l'hôpital public est le résultat d'une « triple évolution ». Ainsi la réforme du service public hospitalier doit reposer sur plusieurs actions, telles que la restauration de l'attractivité des carrières de l'hôpital public, l'attribution, pour l'hôpital public, de nouveaux moyens et enfin réformer la gouvernance des hôpitaux.

- **L'essentiel du plan d'urgence pour hôpital public**

Personnes âgées

Les prix des séjours en EHPAD, ont augmenté de 1,43% en trois ans. En 2018, le coût moyen d'une chambre individuelle, s'élevait à 1 977 € par mois.

- **Les prix en EHPAD en 2018**



Handicap

Les petites et moyennes entreprises ne sont souvent pas enclines à employer des personnes en situation de handicap, par manque d'information sur les dispositifs et le manque de finances pour aménager des postes adéquats.

- **Etude sur le maintien dans l'emploi des personnes handicapées**

"Le futur appartient à ceux qui croient en la beauté de leurs rêves".

(E. Roosevelt 1884/1962)